



**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**AGENCE DEPARTEMENTALE DU TOURISME
DE LA VIENNE**

1 place Aristide Briand
86000 Poitiers

LA ROCHELLE - LAGORD
05 46 67 27 22
lagord@steco.fr

POITIERS
05 49 58 05 05
poitiers@steco.fr

PARIS
01 43 27 10 01
paris@steco.fr

BORDEAUX - GRADIGNAN
05 56 89 84 84
gradignan@steco.fr

LA FLOTTE EN RÊ
05 46 09 50 02
laflotte@steco.fr

ROCHEFORT
05 46 87 08 54
rochefort@steco.fr

LES HERBIERS
02 51 91 04 97
lesherbiers@steco.fr

FONTENAY-LE-COMTE
02 51 69 04 44
fontenay@steco.fr

CHOLET
02 41 58 63 20
cholet@steco.fr

**AGENCE DEPARTEMENTALE DU TOURISME
DE LA VIENNE**

1 place Aristide Briand
86000 POITIERS

**Rapport du Commissaire aux Comptes
Sur les Comptes Annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'Agence départementale du tourisme de la Vienne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note « COMPARAISON D'UN EXERCICE A L'AUTRE » concernant l'incidence de l'application du règlement ANC 2022-06 les comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et méthodes comptables

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'établissement des comptes de votre association. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et information fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Le paragraphe « Autres informations d'importance significative » de l'annexe qui expose les principes retenus sur le traitement des secteurs d'activité distincts pour l'établissement des comptes. Dans le cadre de notre appréciation des principes et estimations comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés de comprendre le mode de calcul des coefficients utilisés, de leur correcte application et de la cohérence de l'information mentionnée dans l'annexe avec ce calcul.

Le paragraphe « fonds dédiés » de l'annexe qui expose les principes retenus sur le traitement des subventions. Nous avons porté une attention particulière à la vérification de l'exhaustivité et du rattachement de ces subventions au bon exercice, et le cas échéant de l'affectation en fonds dédiés.

Nos travaux ont porté également sur le traitement comptable des subventions reçues par l'Association au cours de l'exercice et, en particulier, nous nous sommes assurés de la correcte application du principe d'indépendance des exercices par des tests de césure. Ces travaux n'ont révélé aucune anomalie.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

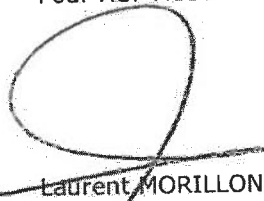
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime

suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Poitiers, le 8 juin 2026

Pour HSF AUDIT



Laurent MORILLON
Gérant
Commissaire aux Comptes

AGENCE DEPARTEMENTALE DU TOURISME DE LA VIENNE

BILAN AU 31/12/2025 (présentation simplifiée)

ACTIF	BRUT	AMORT & PROV	NET AU 31/12/2025	NET AU 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	352 524,47	133 824,10	218 700,37	148 736,57
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	243 391,35	157 695,22	85 696,13	41 930,13
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20 262,00		20 262,00	19 732,00
TOTAL 1 - ACTIF IMMOBILISE	616 177,82	291 519,32	324 658,50	210 398,70
STOCKS DE MARCHANDISES				7 883,76
CREANCES CLIENTS	11 559,84		11 559,84	22 068,52
AUTRES CREANCES	871 170,55		871 170,55	709 440,16
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITES	634 809,09		634 809,09	1 096 261,74
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	26 384,04		26 384,04	32 070,44
TOTAL 2 - ACTIF CIRCULANT	1 543 923,52		1 543 923,52	1 867 724,62
TOTAL ACTIF			1 868 582,02	2 078 123,32

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS DE RESERVE	757 031,14	688 100,11
RESULTAT DE L'EXERCICE	69 125,68	68 931,03
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT		
TOTAL 1 - FONDS PROPRES	687 905,46	757 031,14
FONDS DÉDIÉS	715 965,64	736 021,95
TOTAL 2 - FONDS DÉDIÉS	715 965,64	736 021,95
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	189 878,00	174 748,00
TOTAL 3 - PROVISIONS POUR R & C	189 878,00	174 748,00
DETTES FOURNISSEURS	77 264,06	178 875,39
DETTES FISCALES ET SOCIALES	193 916,68	229 136,19
AUTRES DETTES	3 652,18	2 310,65
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
TOTAL 4 - DETTES	274 832,92	410 322,23
TOTAL PASSIF	1 868 582,02	2 078 123,32



COMPTE DE RÉSULTAT 2025 (PRÉSENTATION SIMPLIFIÉE)



	Résultat 2023	Résultat 2024	Budget 2025	Résultat 2025	Var. Budget / réalisé
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT					
Cotisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
Produits de prestations	339 642,96 €	143 209,81 €	52 945,00 €	103 135,59 €	95%
Subventions de fonctionnement	1 570 774,92 €	2 123 000,00 €	1 320 000,00 €	1 343 000,00 €	2%
Ressources liées à la générosité du public	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
Contributions financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
Autres produits et Transferts de charge	90 896,25 €	250 253,58 €	115 908,21 €	124 988,19 €	8%
	2 001 314,13 €	2 516 463,39 €	1 488 853,21 €	1 571 123,78 €	6%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Consommations	99 026,32 €	34 704,80 €	24 541,50 €	14 554,28 €	-41%
Services extérieurs	416 682,48 €	650 962,98 €	551 791,91 €	394 500,60 €	-23%
Aides financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
Impôts et taxes	62 566,70 €	63 047,44 €	50 612,50 €	61 969,62 €	22%
Frais de personnel	1 356 911,52 €	1 386 092,51 €	1 027 735,10 €	991 885,50 €	-3%
Autres charges de gestion courante	42 124,18 €	54 417,86 €	63 672,20 €	96 622,72 €	52%
Dotations aux amortissements et provisions	0,00 €	294 578,48 €	0,00 €	82 073,31 €	-
Reports en fonds dédiés	1 977 311,20 €	2 483 804,07 €	1 718 353,21 €	1 649 734,89 €	-4%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	24 002,93 €	32 659,32 €	-229 500,00 €	-78 611,11 €	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT					
	5 804,68 €	13 086,81 €	11 000,00 €	11 004,43 €	0%
PRODUITS FINANCIERS					
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
CHARGES FINANCIÈRES					
	5 804,68 €	13 086,81 €	11 000,00 €	11 004,43 €	0%
RÉSULTAT FINANCIER					
	30 027,95 €	27 532,96 €	1 500,00 €	0,00 €	-100%
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
	15 458,70 €	2 289,06 €	0,00 €	0,00 €	
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	14 569,25 €	25 243,90 €	1 500,00 €	0,00 €	-100%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL					
	916,00 €	2 059,00 €	1 000,00 €	1 519,00 €	52%
IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS					
	43 460,86 €	68 931,03 €	-218 000,00 €	-69 125,68 €	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE					

Évaluation des contributions volontaires en nature				En attente de communication de l'information
861	80 295,88 €	80 295,88 €		
862	37 000,86 €	31 837,47 €		
	117 296,74 €	112 133,35 €		
Total	117 296,74 €	112 133,35 €		
871	117 296,74 €	112 133,35 €		
Total	117 296,74 €	112 133,35 €		

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE 2025 (1er janvier 2025 - 31 décembre 2025)

IDENTIFICATION

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total s'élève à 1 868 582,02 € et au compte de résultat de l'exercice, dont le total des produits est de 1 582 128,21 €, le total des charges est de 1 651 253,89 € et dégageant un résultat (déficit) de 69 125,68 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes et les tableaux figurant aux pages 1 à 16, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

L'Agence Départementale du Tourisme de la Vienne, nouvelle dénomination de l'Agence de Créativité et d'Attractivité du Poitou est un organisme à prépondérance non lucrative qui a développé des activités relevant d'un secteur lucratif.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2022-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les principes comptables ont été appliqués dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices ; et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il n'existe aucune dérogation aux conventions générales comptables.

MODIFICATIONS DES METHODES DE PRESENTATION ET D'EVALUATION

Par rapport à l'exercice précédent, il n'existe pas de modification majeure en ce qui concerne la présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues, hormis la nouvelle définition du résultat exceptionnel et la suppression de la technique du transfert de charges.

Par ailleurs les fonds dédiés ne figurent au compte de résultat que pour leur variation constatée dans l'année.

REPRISE EXCEPTIONNELLE D'AMORTISSEMENTS

Il n'existe pas de reprise exceptionnelle d'amortissements.

PRODUITS A RECEVOIR RATTACHES AUX POSTES D'ACTIF

POSTES DU BILAN	MONTANT
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
CREANCES	
- Clients et comptes rattachés	
- Autres créances	12 030,63 €
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	12 030,63 €

CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

POSTES DU BILAN	Montant net au début de l'exercice	Augmentation	Dotation de l'exercice	Montant net à la fin de l'exercice
Charges différées				0,00 €
Frais d'acquisition des immobilisations				0,00 €
Frais d'émission d'emprunts				0,00 €
Charges à étaler				0,00 €
TOTAUX	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

POSTES DU BILAN	Exploitation	Hors exploitation
Charges constatées d'avance	26 384,04 €	
- Primes d'assurance	1 492,25 €	
- Prestations informatiques : abonmts logiciels	12 332,14 €	
- Prestations informatiques : maint. et hébergmt	7 076,95 €	
- Parking véhicules	2 585,00 €	
- Honoraires	797,02 €	
- Location de matériels	136,18 €	
- Téléphonie et internet	347,73 €	
- Abonnements presse	827,77 €	
- Fournitures de bureau	650,00 €	
- Divers	139,00 €	
Produits constatés d'avance	0,00 €	
- Subventions d'exploitation	0,00 €	
- Divers	0,00 €	



CHARGES A PAYER RATTACHEES AUX POSTES DE DETTES

Postes du bilan où sont incluses des charges à payer	Détail	Montant du poste
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		29 028,32 €
- Fournisseurs secteur NL, fact non parvenues	14 583,05 €	
- Fournisseurs secteur L, fact non parvenues	14 445,27 €	
Dettes fiscales et sociales		138 184,61 €
- Congés à payer et CET secteur NL	80 255,55 €	
- Congés à payer et CET secteur L	45 062,53 €	
- Taxe sur les salaires	11 798,27 €	
- Organismes sociaux - prestations à percevoir	0,00 €	
- Etat - IS et prélèvement à la source	1 068,26 €	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		0,00 €
- Organismes sociaux	0,00 €	
- Divers	0,00 €	
TOTAL		167 212,93 €



COMPARAISON D'UN EXERCICE A L'AUTRE

Il n'existe pas de modification des règles comptables ou distorsions significatives empêchant la comparaison entre les postes et rubriques des comptes annuels du présent exercice et ceux de l'exercice précédent.

Toutefois, afin de répondre aux directives de l'ordre des experts comptables portant sur la présentation des comptes, la technique du transfert de charges est supprimée et le résultat exceptionnel est redéfini de façon à ce que n'y figurent plus dorénavant que les produits et charges liés à un événement majeur et inhabituel.

Les comptes annuels de l'exercice 2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2022-06 du 5 novembre 2022, homologué par arrêté du 26 décembre 2023 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

L'incidence de l'application du règlement ANC 2022-06 les comptes ci-dessous sont les suivantes :

- les transferts de charges ont été reclassés en autres produits d'exploitation ou en minoration des comptes de charges,
 - reclassement des produits et charges exceptionnels en produits et charges d'exploitation.
- Ainsi 17 466,30 € de produits exceptionnels et 6 978,65 € de charges exceptionnelles ont été reclassés en exploitation. De même, 41 700,74 € de transferts de charges ont été reclassés en produits de prestations.

Les comptes de l'association sont scindés afin de faire apparaître la part relative au secteur "lucratif" soumis aux impôts commerciaux depuis le 1er janvier 2000.

D'autre part, un audit comptable et organisationnel mené fin 2018 a conduit à réorienter certaines missions du secteur lucratif vers le secteur non lucratif afin de mieux correspondre à leur nature. Les activités sont clairement sectorisées dans les comptes de l'association.

MODES ET METHODES D'EVALUATION

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation ci-après ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels :

* immobilisation

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu, le cas échéant, des frais de mise en utilisation. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

* Stocks

Les stocks de fournitures et de marchandises sont évalués au dernier prix d'achat connu. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

* créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

* disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

* valeurs mobilières de placement

La méthode d'évaluation est la méthode premier entré - premier sorti. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

* produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association. Ils relèvent d'événements majeurs et inhabituels.

Les achats d'art sont dorénavant immobilisés et font l'objet d'un amortissement depuis l'exercice 2022.

METHODE DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS

Le mode d'amortissement est l'amortissement linéaire, à l'exception s'il y a lieu des immobilisations pour lesquelles l'amortissement dégressif, conforme aux règles fiscales, est considéré comme économiquement justifié par la politique de renouvellement des investissements. Les taux les plus généralement utilisés sont les suivants :

Nature des biens	Taux linéaire	Taux dégressif
Logiciels	20% à 100%	
Achats d'art (selon durée d'exploitation accordée)	10% à 100%	
Constructions	NC	
Installations générales et agencements des constructions	20%	
Installations techniques, matériels et outillages industriels	10% à 50%	
Installations générales et agencements divers	20%	
Matériel de transport	20% à 50%	
Matériel de bureau et informatique	20% à 50%	
Mobilier de bureau	10% à 20%	



IMMOBILISATIONS

	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immo au début de l'exercice	AUGMENTATIONS		DIMINUTIONS		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
			Consécutives à une réévaluation	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste	Par virement de poste à poste	Par cession ou mise hors service	
Incorp.	Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL I					
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II		127 114,96 €		12 753,40 €	352 524,47 €
Corporelles	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage industriels						
	Autres	65 388,89 €		45 166,80 €		18 270,59 €	92 285,10 €
	immobilisations	57 462,01 €				15 990,00 €	41 472,01 €
	corporelles	122 774,42 €		17 548,49 €		30 688,67 €	109 634,24 €
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
Financières		245 625,32 €		62 715,29 €		64 949,26 €	243 391,35 €
	TOTAL III						
	Participations évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	19 732,00 €		530,00 €			20 262,00 €
	Prêts et autres immobilisations financières	19 732,00 €		530,00 €			20 262,00 €
	TOTAL IV						
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	503 520,23 €		190 360,25 €		77 702,66 €	616 177,82 €



AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements en fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de dvpmt TOTAL I					
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		89 426,34 €	57 151,16 €	12 753,40 €	133 824,10 €
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst générales, agencements et amén.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, amén.	64 666,24 €	7 444,86 €	18 270,59 €	53 840,51 €
	Matériel de transport	17 444,37 €	8 294,40 €	15 990,00 €	9 748,77 €
	Matériel de bureau, info et mobilier	121 584,58 €	3 210,03 €	30 688,67 €	94 105,94 €
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL III		203 695,19 €	18 949,29 €	64 949,26 €	157 695,22 €
TOTAL GENERAL (I + II + III)		293 121,53 €	76 100,45 €	77 702,66 €	291 519,32 €

CADRE B		VENTILATION DES DOTAT* AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			CADRE C AMORT. DEROGATOIRES	
Immo amortissables		Amort linéaire	Amort dégressif	Amort exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais ets et rech TOTAL I						
Immo incorpo TOTAL II		57 151,16 €				
Terrains						
Construct*	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui					
	Inst géné, agencmt.					
Inst techn, mat et outillage						
Aut immo corp	Inst géné, agencmt.	7 444,86 €				
	Mat de transport	8 294,40 €				
	Mat bureau, info et mob	3 210,03 €				
	Emballages récup					
TOTAL III		18 949,29 €				
Total général (I + II + III)		76 100,45 €				

CADRE D		Montant net au début le d'exercice	Augmentations	Dotations de l'ex aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices					
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des obligations					



PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse de prix				
	Provisions pour fluctuation des cours				
	Amortissements dérogatoires				
	Autres provisions réglementées				
	TOTAL I				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Provisions pour impôts				
	Provisions pour renouvellement des immobilisation				
	Provisions pour grosses réparations				
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	174 748,00 €	15 130,00 €		189 878,00 €
	Autres provisions pour risques et charges				
	TOTAL II	174 748,00 €	15 130,00 €		189 878,00 €
Provisions pour dépréciations	des immo incorporelles				
	des immo corporelles				
	des titres mis en équivalence				
	des titres de participation				
	des autres immo financières				
	sur stocks et en cours				
	sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
	TOTAL III				
TOTAL GENERAL (I + II + III)		174 748,00 €	15 130,00 €		189 878,00 €
dont dotations et reprises :		- d'exploitation	15 130,00 €		
		- financières			
		- exceptionnelles			



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

CADRE A		ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Act immo	Créances rattachées à des participations				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
Actif circulant	Clients douteux ou litigieux				
	Autres créances clients		11 559,84 €	11 559,84 €	
	Créances représentatives de titres prêtés				
	Personnel et comptes rattachés		80,00 €	80,00 €	
	Sécurité sociale et autres organismes				
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			
		Taxe sur la valeur ajoutée	15 550,09 €	15 550,09 €	
		Autres impôts, taxes et vers.			
		Divers			
	Groupe et associés				
	Débiteurs divers		855 540,46 €	855 540,46 €	
	TOTAUX		882 730,39 €	882 730,39 €	



ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

CADRE B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	à 2 ans maxi à l'origine				
	à plus de 2 ans à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	77 264,06 €	77 264,06 €		
	Personnel et comptes rattachés	86 914,79 €	86 914,79 €		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	74 916,73 €	74 916,73 €		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	1 519,00 €	1 519,00 €		
	Taxe sur la valeur ajoutée	17 076,97 €	17 076,97 €		
	Obligations cautionnées				
	Taxe sur les salaires	11 798,27 €	11 798,27 €		
	Impôts sur le revenu - PAS	1 068,26 €	1 068,26 €		
	Autres impôts, taxes et assimilés	622,66 €	622,66 €		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAUX	271 180,74 €	271 180,74 €		



AUTRES INFORMATIONS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE

L'association répartit en deux secteurs d'activité distincts son activité dont le financement est assuré par deux subventions du Conseil Départemental : une subvention de fonctionnement et une subvention dédiée aux actions.

Cette répartition, corrigée des réaffectations opérées à partir de 2019, a des incidences en matière de TVA et de taxe sur les salaires :

→ Concernant la TVA, une régularisation de la TVA déductible est effectuée en début d'exercice N+1 après application d'un coefficient, lui-même déterminé en fonction de l'imputation d'une quote-part de subvention de fonctionnement équivalente au déficit constaté sur le secteur lucratif.

Ce coefficient est déterminé par un ratio auquel on intègre au dénominateur cette quote-part de subvention de fonctionnement. Il s'est élevé à 0,14 pour 2025 alors qu'il se situait à 0,34 en 2024.

→ Concernant la taxe sur les salaires, il s'agit d'appliquer un coefficient, lui-même déterminé en fonction d'un ratio auquel on a imputé au dénominateur le montant du chiffre d'affaires réalisé.

Les analyses menées par nos avocats fiscalistes, tant en 2014 qu'en 2018, ont confirmé le non assujettissement à la TVA de la subvention accordée par le Conseil Départemental et ce en sa totalité.

Il a été par ailleurs maintenu un secteur 'lucratif', nous assurant de son caractère non prépondérant, ce secteur regroupant plus particulièrement les activités de réservation, de classement et autres prestations d'accompagnement.

En l'état, ce secteur 'lucratif' aurait dégagé un déficit de 435 K€ mettant en évidence une activité mixte (lucrative et non lucrative) dont l'impact a été pris en considération au travers du coefficient d'assujettissement de TVA appliqué à ce secteur.

Autres informations :

Il n'existe pas d'incertitude sur la capacité de l'association à poursuivre son activité en 2026.



AUTRES INFORMATIONS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE (suite)

TABLEAU DES SUBVENTIONS PERCUES

Origine	Nature	Montant
Conseil Départemental 86	Fonctionnement	1 250 000,00 €
Conseil Départemental 86	Actions	70 000,00 €
Communes et Com. Com.	Fonctionnement	23 000,00 €

Ces subventions sont exclusivement des subventions d'exploitation.

Confer page 15 et 16 de la présente annexe pour les informations concernant les fonds dédiés.

DONNEES CHIFFREES SUR LES ACTIVITES (HT)	
Commissions sur activité réceptif groupes	35 529,84 €
Commissions sur activité réceptif individuels	14,56 €
Marge brute sur activité boutiques	2 594,48 €
Prestations classement/labels et divers	23 073,27 €

Il est à noter que l'ADT86, conformément aux recommandations comptables, constitue une provision pour indemnités de départ en retraite depuis l'exercice 2003.

Cette provision fait l'objet d'un réajustement chaque année. Elle s'élève à 189 878 € au 31 décembre 2025.

Elle est calculée individuellement en fonction de l'âge du salarié, de son ancienneté et du risque qu'il soit présent à l'effectif au moment de son départ à la retraite. Ce risque est très faible en début de carrière puis évolue progressivement avant de progresser de façon exponentielle en fin de carrière afin d'atteindre 100% à l'âge de départ à la retraite.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- Logiciel utilisé : Fidesoft

- Date de départ en retraite : 64 ans

- Taux d'actualisation : 3.20%

- Table de mortalité : TV 88/90

- Taux de rotation du personnel : 2%

- Taux d'augmentation des salaires : 1.8%



AUTRES INFORMATIONS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE (suite)

De plus, un système de Compte Epargne Temps a été mis en place en 2003 et fait l'objet d'une provision qui est réajustée chaque année en fonction des comptes ouverts et alimentés par les salariés.

Le montant de la provision associée aux compteurs ouverts s'élève à 71 752,11 € au 31/12/2025.

A noter que deux salariés ont bénéficié en 2025 d'une monétisation d'une partie de leur compteur afin d'en réduire l'impact sur la provision sociale et les ramener à un niveau conforme au plafond prévu dans les dispositions du nouvel accord.

La rémunération brute cumulée des trois cadres les mieux rémunérés s'élève pour 2025 à 199 754,11 € (ce montant intègre la monétisation des Comptes Epargne Temps).

Nous n'avons pas connu de contrôle social ou fiscal en 2025.

Par le biais de conventions, le Conseil Départemental de la Vienne met à disposition de l'ADT86 :
- des locaux d'une surface de 286 m² en centre ville de Poitiers (dont 46 m² de stockage en cave),
avec prise en charge des dépenses d'entretien et de fonctionnement.

L'ADT86 a déménagé en cours d'année 2025 (le 11 mars 2025) pour intégrer de nouveaux locaux situés 1 place Aristide Briand à Poitiers, à proximité immédiate de l'hôtel du Département.

Nature des avantages accordés gracieusement à l'ADT86 :

NATURE DES FRAIS	Montant
Mise à disposition de locaux (loyer) et entretien (mise en propreté, abonnements de sécurité, petit entretien)	Information non communiquée

Donnée évaluée et communiquée par le Conseil Départemental.

Le salon Proxi'Loisirs, traditionnellement organisé tous les deux ans, n'a pas connu d'édition en 2025.

TRANSFERTS DE CHARGES

Les transferts de charges s'étaient élevés à 178 309,78 € en 2024.

Ce montant était particulièrement important du fait du traitement des frais engagés pour le compte de l'organisation du salon Proxi'Loisirs sous forme de débours.

Le Conseil National de l'ordre des Experts-Comptables a décidé de la suppression de la technique du transfert de charges.

L'ADT86 a commencé à appliquer ces nouvelles dispositions en 2025 ce qui conduit à n'afficher aucun transfert de charges dans le compte de résultat 2025.

Les opérations qui étaient auparavant enregistré sur des comptes 79 de transfert de charges sont dorénavant inscrites au crédit du compte de charge ou dans un compte de produits d'exploitation.

RESULTAT PAR ACTIVITE

Le secteur lucratif (au sens fiscal) a généré un chiffre d'affaires de 59 752,36 € composé de commissions et ventes diverses de prestations.

Le secteur dit non lucratif (au sens fiscal) a pour sa part génère un chiffre d'affaires de 43 720 € principalement composé de refacturations sur des opérations mutualisées.

EFFECTIF

L'effectif moyen en 2025 est de 16,9 personnes.

En 2024 il était de 23,61 personnes.



DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTES DU BILAN	Nature des sûretés		
	Hypothèques	Nantissements	Autres
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et compte rattachés	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	-	-	-
TOTAUX	0,00 €	0,00 €	0,00 €

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DE L'ENGAGEMENT	Au profit de		
	Filiales	Participations	Autres
<u>Engagements donnés</u>			
- Cautionnements, avals et garanties	-	-	-
- Effets escomptés non échus	-	-	-
- Créances cédées ou mobilisées	-	-	-
- Agios sur emprunts	-	-	-
<u>Engagements reçus</u>			
- Garantie financière APST	-	-	432 746,00 €
TOTAUX	0,00 €	0,00 €	432 746,00 €

Afin d'exercer son activité de réservations touristiques, et dans le cadre de son inscription au registre des opérateurs de voyages et de séjours sous le numéro IM086100005, l'association doit obtenir une garantie financière de la part d'un organisme bancaire ou tout autre opérateur habilité.
Cette garantie financière est exercée depuis l'exercice 2016 par :

APST
15 AVENUE Carnot
75017 PARIS

Par ailleurs, l'assurance responsabilité civile professionnelle est garantie auprès de MMA.



FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS AU 31 DECEMBRE 2024	688 100,11 €
VARIATIONS ENREGISTREES EN 2025	68 931,03 €
- Affectation du résultat 2024	68 931,03 €
FONDS ASSOCIATIFS AU 31 DECEMBRE 2025	757 031,14 €



FONDS DÉDIÉS (1/2)

- Fonds dédiés plan de relance touristique

En 2020, le Conseil Départemental de la Vienne a voté un plan de relance touristique afin d'aider les professionnels du tourisme à mieux traverser la crise économique.

L'ADT86 a été désignée pour mettre en œuvre ce plan qui s'est traduit par deux dispositifs :

- attribution d'entrées enfants gratuites pour les grands sites de la Vienne
- attribution de chèques tourisme d'une valeur de 50 €, 60 € ou 120 € selon la nature des prestations consommées.

A ce titre elle a bénéficié d'une subvention globale de 750 000 €.

Cette subvention a été utilisée à hauteur de 277 510 € en 2020 puis de 198 911,65 € en 2021.

Une partie du solde de 273 578,35 € a été réaffectée par une décision du Conseil Départemental au club des hébergeurs de la Vienne pour l'organisation d'un festival (12 000 €) ramenant ainsi le solde disponible à 261 578,35 €.

Ce montant a été affecté en fonds dédiés dans le bilan au 31 décembre 2021.

Une nouvelle convention est venue préciser l'utilisation de cette somme en 2022/2023.

Ce fonds dédié a été utilisé partiellement en 2023 à hauteur de 11 900 € afin de financer la partie socle du projet billetterie "Vienne loisirs connect", puis à nouveau de 27 812 € en 2024 (outil billetterie VLC, transfert à l'association la Vienne Tourisme d'Affaires, avocat jeu immersif).

En 2025, le fonds dédié a été utilisé pour :

- le financement de l'outil billetterie pour 10 224 €
- le financement de la vidéo de destination pour 24 302,35 €
- le financement des frais annexes au développement du jeu immersif pour 9 000 €

Une partie de cette utilisation reposant sur une immobilisation (film), l'intégration du fonds dédié au résultat se fera au rythme de l'amortissement de cette immobilisation.

Le montant de cette intégration progressive sur les exercices 2026 à 2030 s'élève à 21 479,28 €.

Le solde du fond dédié s'élève à 199 819,28 € au 31 décembre 2025.

- Fonds dédié Crédit Agricole

Dans le cadre du partenariat renouvelé avec le Crédit Agricole, une subvention de 2500 € HT nous a été accordée en 2022 par la banque pour contribuer au financement d'une vidéo de promotion de la filière terroir.

Cette subvention est amortie au même rythme que la vidéo qu'elle finance soit 41,67 € en 2022, 500 € en 2023 et 2024, puis 500 € en 2025.

Le solde comptable du fonds dédié constitué s'élève à 958,33 € au 31 décembre 2025 et sera progressivement intégré dans les résultats des exercices 2026 et 2027.

- Fonds dédié FEDER

Une subvention FEDER a été accordée à l'ADT86 pour le financement de la photothèque et du nouveau site web.

Cette subvention de 48 331 € a été imputée pour un montant de 20 430,42 € en 2022, puis de 11 930,08 € en 2023, 3 564,21 € en 2024 et 3 564,21 € en 2025.

Le solde comptable du fonds dédié s'élève à 8 842,08 € au 31 décembre 2025.

- Fonds dédié subventions jeu immersif

En 2022, 2023, 2024 et 2025 l'ADT86 a perçu des avances sur subventions de la part des financeurs du projet (auxquels s'ajoute la contribution initiale du Conseil Départementale traitée dans un fonds dédié spécifique au plan de relance)

- Région Nouvelle Aquitaine	90 000,00 €	
- Etat FNADT	82 712,50 €	
- Grand Poitiers	96 000,00 €	
- Grand Châtelleraut	8 000,00 €	
- Conseil Départemental	100 000,00 €	376 712,50 €

Ce fonds dédié sera utilisé en 2026 à l'occasion de la sortie du jeu dont il fait l'objet.



FONDS DÉDIÉS (2/2)

- Fonds dédié lancement de marque 2024

Le budget alloué en 2024 par le Conseil Départemental pour le financement des actions liées au lancement de la marque "La Vienne - à vous de jouer" n'a pas été intégralement consommé en 2024. Sur le montant de 250 000 € accordé, 46 250 € dédiés à la production et la diffusion d'une vidéo de destination ont été reportés en 2025. Cette action a effectivement été menée en 2025 ce qui a permis de solder l'affectation du fonds dédié.

Pour autant, une partie de la subvention utilisée en 2024 et 2025 ayant servi au financement d'immobilisations (photos et vidéos), une quote-part du fonds dédié sera imputée chaque année au résultat au rythme des amortissements de ces investissements. Le solde comptable de ce fonds dédié s'élève à 52 936,69 € au 31/12/2025, intégralement destiné au financement des amortissements.

- Fonds dédié plan d'actions 2024

L'intégralité du budget alloué en 2024 par le Conseil Départemental pour le financement du plan d'actions n'a pas été consommée en 2024. Sur le montant de 100 000 € accordé, 15 000 € dédiés à la communication sur le jeu immersif ont été reportés à 2025 du fait du report de la sortie de l'application. Par ailleurs, une partie de la subvention utilisée en 2024 ayant servi au financement d'immobilisations (reportage photos), une quote-part du fonds dédié sera imputée chaque année au résultat au rythme des amortissements de ces investissements.

Les 15 000 € résiduels ont été consommés en 2025 pour financer l'assistance à maîtrise d'ouvrage du jeu immersif.

Le solde comptable de ce fonds dédié s'élève à 2 623,45 € au 31/12/2025 (destiné au financement des amortissements restant à supporter de 2026 à 2029).

- EPCI - communication jeu Immersif

Les actions de communication relatives au jeu immersif sont co-financées par les EPCI qui accueillent un ou plusieurs parcours.

Le montant des subventions perçues auprès des différents EPCI s'élève à 15 000 €.

Le plan d'action de cette communication repose sur une vidéo et un site web (immobilisation) ce qui implique un étalement des subventions au rythme des amortissements des investissements réalisés.

Le solde comptable de ce fonds dédié s'élève à 12 009,59 € au 31/12/2025 (destiné au financement des amortissements restant à supporter sur les exercices 2026 à 2028).

- Fonds dédié plan d'actions 2025

Le plan d'actions 2025 comprenait différents investissements comme des vidéos et un site web pro ainsi que les actions de communications relatives au jeu immersif (site web et vidéo teaser). Une partie de la subvention 'actions' 2025 doit donc être répartie au rythme des amortissements à supporter sur les exercices d'imputation des amortissements.

Ainsi 41 961,32 € correspondant aux amortissements à supporter sur les exercices 2026 à 2030 conduisent à constater un nouveau fonds dédié.

Etat synthétique des fonds dédiés au 31 décembre 2025

Origine	Montant
Plan de relance départemental	199 819,28 €
Jeu immersif	376 712,50 €
Crédit Agricole - vidéo filière terroir	958,33 €
Fonds FEDER - projets numériques	8 842,08 €
Lancement de marque	52 936,69 €
Plan d'actions 2024	2 623,45 €
Plan d'actions 2025	62 063,72 €
EPCI - communication jeu immersif	12 009,59 €
	715 965,64 €